

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne  
Cité administrative – Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DE GUGLIELMI SARL**

54 avenue Michel Grandou  
24750 Trélissac

Références : FF-AD/FF/UbD24-47/255/2023  
Code AIOT : 0005208852

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement DE GUGLIELMI SARL implanté 54 avenue Michel Grandou 24750 Trélissac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DE GUGLIELMI SARL
- 54 avenue Michel Grandou 24750 Trélissac
- Code AIOT : 0005208852
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société De GUGLIELMI exploite sur la commune de TRELISSAC, 54 avenue GRANDOU, une station-service de l'enseigne TOTAL, soumise, notamment, à déclaration avec contrôle pour la rubrique 1435 de la nomenclature ICPE.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque accidentel, plus spécifiquement les articles<sup>1</sup> 1.8, 2.1. B, 2.1. D, 2.5, 2.7. A, 2.12, 3.5, 4.2, 4.9.3, 4.9.4, 4.10.2 ;
- Situation administrative, plus spécifiquement l'article L.511-2 du code de l'environnement ainsi que les articles<sup>1</sup> 1.1.2 et 1.4 ;
- Risque Chronique, plus spécifiquement les articles<sup>1</sup> 2.9 et 5.10 ;

<sup>1</sup> de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature ICPE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.	Sans objet
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.4.	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I > 1.8	Sans objet
4	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. B.	Sans objet
6	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I > 2.5	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.	Sans objet
8	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.9.	Sans objet
9	Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5.	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.	Sans objet
13	Cas des stockages enterrés de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.10.2.	Sans objet
14	Aires de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10.	Sans objet
15	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. D.	Sans objet
11	Flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des constats susceptibles de suites sont liés à des documents que l'exploitant n'a pas été en mesure de produire le jour de l'inspection. Ils devraient être levés si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs demandés dans les délais impartis.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux

dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b> La personne présente le jour de l'inspection n'a pas été en mesure de nous fournir les documents ICPE.  <b>L'exploitant devra, sous 30 jours, transmettre les derniers rapports de contrôles périodiques de ses installations au service de l'Inspection des Installations Classées (IIC).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installation classée
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle : - présentation du récépissé de la déclaration et des prescriptions générales ; - présentation des plans à jour d'éventuelles modifications (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - vérification que le volume équivalent annuel distribué relevant de la rubrique 1435 est inférieur à la valeur supérieure du régime déclaratif, tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, la personne rencontrée n'a pas été en mesure de présenter les documents ICPE.  <b>L'exploitant devra, sous 30 jours, fournir à l'IIC une copie :</b> - du récépissé de la déclaration ; - des plans (de masse et des différents réseaux) initiaux et à jour de l'installation ; - les volumes distribués, détaillés par carburants, sur l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I > 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Définitions
<b>Prescription contrôlée :</b> Au sens du présent arrêté, on entend par :  [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>aire de dépotage</u> : surface d'arrêt des véhicules-citernes dédiée aux opérations d'approvisionnement des réservoirs fixes de stockage. Cette surface englobe les zones situées entre les bouches de réception en produit des réservoirs fixes et les vannes des réservoirs mobiles ainsi que le cheminement des flexibles. Cette surface est au minimum un rectangle de 3 mètres de large et de 4 mètres de longueur ;</li> </ul>

[...]

**Constats :**

Le jour de l'inspection il a été constaté que de nombreux véhicules, en lien avec l'activité de garage attenante à la station-service, étaient stationnés sur l'aire de dépotage et autour de celle-ci.

L'aire de dépotage étant une surface dédiée aux opérations d'approvisionnement des réservoirs fixes de stockage, **l'exploitant devra, sous 7 jours, faire évacuer l'ensemble des véhicules présent sur l'aire de dépotage.**

Des consignes devront être données afin d'éviter le stationnement de véhicules, autre que les véhicules citernes de ravitaillement, sur cet emplacement.

**L'exploitant devra informer l'IIC** des mesures prises afin que la situation constatée ne se reproduise pas.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Règles d'implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. B.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect des distances d'éloignement

**Prescription contrôlée :**

Objet du contrôle :

- respect des distances d'éloignement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présentation d'un justificatif démontrant que les caractéristiques du mur (matériaux et épaisseur) sont celles d'un mur coupe-feu, lorsque les distances d'éloignement sont réduites (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

**Constats :**

Les distances d'éloignement sont conformes en ce qui concerne l'aire de distribution.

Concernant l'aire de dépotage, **l'exploitant devra confirmer, sous 30 jours, la conformité de ses installations.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Règles d'implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.1. D.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Respect des distances d'éloignement

**Prescription contrôlée :**

Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.

**Constats :**

Conforme

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 6 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I > 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de nombreux véhicules stationnés sur l'emprise de la station-service en lien avec l'exploitation du garage attenant.</p> <p><b>L'exploitant devra, sous 30 jours, prendre attache du Service Départementale d'Incendie et de Secours (SDIS) afin de faire confirmer que la présence de tout ces véhicule ne représente pas un risque en cas d'incendie que ce soit pour l'accès ou les opérations d'interventions des pompiers. Il transmettra les conclusions du SDIS à l'IIC.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant.</p> <p>Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande du dispositif de coupure générale est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p> <p>Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.</p> <p>Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et des systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommé désigné.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, la personne rencontrée n'a pas été en mesure de présenter les documents ICPE.</p>



**L'exploitant dispose de 30 jours pour communiquer à l'IIC** les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Rétention des aires et locaux de travail

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.9.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

- présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.

**Constats :**

Conforme concernant l'aire de distribution.

L'aire de dépotage n'ayant pu être visualisée en raison des véhicules en stationnement dessus. L'exploitant confirmera, sous 15 jours, la présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement sur l'aire de dépotage, en dehors de celle-ci.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Etat des stocks de liquides inflammables

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5.

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks de liquides inflammables

**Prescription contrôlée :**

- présence d'un registre des entrées et sorties de liquides inflammables.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, la personne rencontrée n'a pas été en mesure de présenter les documents ICPE.

**L'exploitant confirmera la présence d'un registre des entrées sortie de liquides inflammables sous 15 jours.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- 2 appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service, en mesure de fournir un débit minimum de 60m<sup>3</sup>/h pendant 2 h ; Pression minimale : 1 bar sans dépasser 8 bars ;
- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B.
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, avec moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est abrité des intempéries ;
- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.

Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants éthanols.

[...]

Objet du contrôle :

- présence des moyens de lutte contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présentation des rapports d'entretien et de vérification annuels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

#### Constats :

La station-service est en libre-service sous surveillance. En dehors des heures de présence du personnel, la distribution est arrêtée. A noter qu'elle n'est pas équipée d'un système d'extinction automatique.

Le jour de l'inspection, il a été constaté :

- la présence d'un seul appareil incendie. **L'exploitant devra confirmer la présence d'un second poteau à moins de 100 mètres de son installation. Il confirmera également que les poteaux répondent aux caractéristique du présent article.**
- que la personne en charge de l'encaissement dispose sous son bureau de 2 boutons. **L'exploitant confirmera qu'il s'agit bien d'un coupe-circuit pour les installations de distribution et d'un dispositif d'alarme incendie.**
- que l'îlot ne dispose pas d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore. **L'exploitant devra fournir une échéancier de régularisation.**
- qu'un interphone est installé sur l'îlot. A noter que celui-ci se trouve en visuel direct depuis la caisse.
- l'absence d'extincteur sur l'îlot de distribution. Un extincteur est cependant disponible dans la boutique. **L'exploitant devra faire installer l'extincteur sur l'îlot de distribution.**
- la présence d'une réserve de produit absorbant, celle-ci se trouvant au niveau du dépôtage. **L'exploitant devra informer l'IIC du type d'absorbant utilisé et confirmer la présence d'une pelle ou de tout autre moyen permettant d'utiliser l'absorbant.**

**L'exploitant devra également confirmer la présence :**

- d'un extincteur homologué 233 B dans le local technique de l'installation;
- d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) pour le tableau électrique;
- d'une couverture anti-feu

**Le délai pour l'ensemble des point ci-dessus est fixé à 30 jours.**



<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Flexibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Flexibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle :- état et date de remplacement des flexibles ;- non-frottement au sol de flexibles.
<b>Constats :</b> Conforme, à noter que la vignette verte pour la métrologie expire fin novembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Cas des stockages enterrés de liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.10.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cas des stockages enterrés de liquides inflammables
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.  Objet du contrôle pour les réservoirs : <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence de la double enveloppe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• présence d'un détecteur de fuite, lequel est accessible (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> Objet du contrôle pour les événements : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les événements sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• les événements soumis à la récupération des vapeurs sont séparés des autres événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> Objet du contrôle pour les tuyauteries : <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence du point bas permettant de recueillir les écoulements de produit en cas de fuite ou, en cas de difficulté pour vérifier cette présence directement sur l'installation, présentation d'un document justifiant sa présence ;</li> <li>• présentation du suivi régulier de ces points bas (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• présentation des certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> Objet du contrôle pour les systèmes de détection de fuite : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les systèmes de détection de fuite sont conformes à la norme en vigueur à la date de mise en service (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• positionnement des alarmes visuelle et sonore pour être vues et entendues du personnel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• présentation des certificats de vérification tous les cinq ans (le non-respect de ce point</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>affichage du dernier contrôle près de la bouche de dépotage ;</li> <li>présentation du fichier de suivi annuel des essais des alarmes par l'exploitant.</li> </ul> <p>Objet du contrôle pour les réservoirs simple enveloppe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>présentation des certificats d'épreuves par un organisme agréé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>présentation des certificats de nettoyage/dégazage et contrôle visuel par un organisme habilité (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>présentation de justificatifs attestant de la réalisation d'un premier contrôle d'étanchéité et démontrant le respect de la périodicité depuis le dernier contrôle réalisé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>présentation du fichier de suivi hebdomadaire des flux de liquides inflammables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>absence de présence de liquide aux points bas des réservoirs en fosse maçonnée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, la personne rencontrée n'a pas été en mesure de présenter les documents ICPE.</p> <p><b>L'exploitant devra, sous 30 jours, confirmer à l'IIC la conformité de son installation avec l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 14 : Aires de dépotage ou de distribution

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I &gt; 5.10.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires de dépotage ou de distribution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas où les aires définies en préambule de l'annexe I sont confondues, la surface de la plus grande aire est retenue.</p> <p>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Dans le cas du ravitaillement bateau, l'étanchéité de l'aire de distribution se limite à la zone terrestre.</p> <p>Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation.</p> <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés.</p>

Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, la personne rencontrée n'a pas été en mesure de présenter les documents ICPE.

**L'exploitant devra, sous 30 jours, confirmer à l'IIC la conformité de son installation avec l'article 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.**

A noter qu'étant donnée la présence de très nombreux véhicules sur l'installation, le bac de produit fixant/absorbant n'est pas visible et encore moins accessible facilement. Il n'est pas non plus muni de moyens nécessaire à la mise en œuvre du produit.

**L'exploitant dispose de 30 jours pour régulariser la situation.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 15 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2

**Thème(s) :** Situation administrative, Exploitation illégal d'une installation classée

**Prescription contrôlée :**

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques.

Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un grand nombre de véhicules à l'arrière de l'établissement, sur les parcelles cadastrées 000/BL/0034 et 000/BL/0035.

**Considérant :**

- d'une part l'état d'un nombre important de véhicules, laissant supposer une présence depuis plusieurs années pour certains ;
- et d'autre part le nombre de véhicules entraînant une surface au sol supérieure à 100m<sup>2</sup> ;

ce site constitue potentiellement une installation d'entreposage de véhicules hors d'usage et/ou une installation de démontage, dépollution ou de découpage de ces véhicules.

En conséquence, cette installation devrait être classée au sein de la nomenclature ICPE pour la rubrique 2712 : *Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719* et soumise au régime de l'enregistrement.

La DREAL n'ayant aucun document attestant d'une installation dûment enregistrée à cette adresse, le site pourrait constituer une installation classée exploitée sans autorisation administrative. Pour information, l'article L171-7 détaille les mesures et sanctions en cas de défaut d'enregistrement d'une ICPE.

L'exploitant dispose de 7 jours pour confirmer à l'IIC si les véhicules présents sur la parcelle à l'arrière de son installation lui appartiennent (Carte grise à son nom).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet